

LAURENS (M. Camille), Député du département du Cantal.

Son élection est annulée (A. de 1945, p. 267).
= Est nommé membre de la Commission de la justice et de la législation générale (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Est entendu au cours de la discussion du rapport du 2^e Bureau concernant son élection dans le département du Cantal (A. de 1945, p. 260 et suiv.). — Son élection est annulée (p. 267).

LAURENT (M. Augustin), Député du département du Nord (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale (A. de 1945, p. 139); de la Commission des affaires étrangères (p. 145).

Dépôts :

Le 23 novembre 1945, une proposition de loi tendant à réaliser la socialisation des mines de charbon, n^o 14. — Le 13 décembre 1945, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Albert Gazier et plusieurs de ses collègues tendant à rétablir en matière de paiement des heures supplémentaires la réglementation de 1936, n^o 97. — Le 21 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder sans délai à la modification de l'article 14 du décret-loi du 29 juillet 1939 relatif au classement des communes en catégories urbaine ou rurale en vue de l'application du Code de la famille, n^o 185. — Le 12 février 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi relatif à la rémunération des heures supplémentaires de travail, n^o 413. — Le 16 avril 1946, une proposition de loi tendant à limiter les conséquences sociales des expulsions de locaux d'habitation, n^o 1054.

Interventions :

Son rapport, au nom du 10^e Bureau, sur les opérations électorales du département du Var (A. de 1945, p. 39). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la rémunération des heures supplémentaires de travail : en qualité de *Rapporteur* : *Donne lecture de son rapport* (A. de 1946, p. 400); — du projet de loi modifiant l'ordonnance du 2 novembre 1945 rétablissant les élections aux chambres de métiers : *Discussion générale* (p. 570); — du projet et de propositions de loi relatives à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances : en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission du travail* : Art. 15 : *Donne lecture de son rapport* (p. 2190).

LAURENT (M. Raoul), Député du département de la Haute-Marne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138).

Dépôt :

Le 14 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur la proposition de loi de M. Christian Pineau et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le paragraphe 9 de l'article 90 de la loi du 5 avril 1884 relatif aux pouvoirs des maires en matière de destruction des animaux nuisibles, n^o 676.

Interventions :

Son rapport, au nom du 9^e Bureau, sur les opérations électorales du département de la Seine, 6^e circonscription (A. de 1945, p. 35). — Donne lecture du rapport de M. Cordonnier sur la proposition de loi de M. Jacques Baumel tendant à maintenir, pour 1946, les inéligibilités prévues pour 1945 et à suspendre les élections municipales complémentaires jusqu'aux